

ACTION URGENTE

UN PROCHE D'UN CANDIDAT À L'ÉLECTION IRANIENNE EST DÉTENU

Shapour Kazemi, beau-frère de Mir Hossein Moussavi, l'un des candidats à l'élection présidentielle controversée qui s'est déroulée en Iran, serait détenu à la prison d'Evin à Téhéran, la capitale. Il pourrait s'agir d'un prisonnier d'opinion, incarcéré en raison de ses liens avec Mir Hossein Moussavi. Il pourrait être torturé et subir d'autres formes de mauvais traitements, et il ne reçoit probablement pas régulièrement les médicaments dont il a besoin.

Shapour Kazemi, soixante-deux ans, a été arrêté à Téhéran peu après l'élection controversée du 12 juin 2009. Sa sœur est l'épouse du candidat à l'élection présidentielle Mir Hossein Moussavi, qui continue à contester à la fois l'équité et le résultat du scrutin. Shapour Kazemi est détenu sans inculpation et ne bénéficie pas des services d'un avocat. Selon certaines informations, il aurait reçu une visite de sa mère, filmée par des gardiens de la prison. Amnesty International craint qu'il ne reçoive pas régulièrement les médicaments dont il a besoin pour l'hypertension.

À la connaissance de l'organisation, Shapour Kazemi n'a aucun lien avec une quelconque formation politique et n'a pas pris une part active à la campagne présidentielle de Mir Hossein Moussavi. Selon un rapport de l'association Associated Press, Zahra Rahnavard, sa sœur, a déclaré qu'il était détenu en vue de faire pression sur son mari, Mir Hossein Moussavi, et elle afin qu'ils acceptent publiquement le résultat de l'élection présidentielle du 12 juin.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en persan, en arabe, en anglais, en français ou dans votre propre langue) :

- demandez instamment que Shapour Kazemi soit autorisé sans délai à recevoir des visites régulières de ses proches et de l'avocat de son choix, ainsi qu'à bénéficier de tous les soins médicaux dont il pourrait avoir besoin ;
- demandez aux autorités de s'engager à ce qu'il ne soit ni torturé ni soumis à d'autres mauvais traitements ;
- priez-les de libérer cet homme immédiatement et sans condition car il semble qu'il ait été arrêté uniquement en raison de ses liens familiaux avec Mir Hossein Moussavi ;
- appelez-les à cesser de restreindre illégalement les libertés d'expression, d'association et de réunion en Iran.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 5 OCTOBRE 2009 À :

Guide spirituel de la République islamique d'Iran :

Ayatollah Sayed 'Ali Khamenei
The Office of the Supreme Leader
Islamic Republic Street – End of Shahid
Keshvar Doust Street, Tehran, République islamique d'Iran

Courriers électroniques : par l'intermédiaire de son site Internet :

<http://www.leader.ir/langs/en/index.php?p=letter>

Formule d'appel : *Your Excellency, / Excellence,*

Responsable du pouvoir judiciaire :

Ayatollah Sadeq Larijani
Howzeh Riyasat-e Qoveh Qazaiyeh (Office of the Head of the Judiciary)
Pasteur St., Vali Asr Ave., south of Serah-e Jomhuri, Tehran 1316814737, République islamique d'Iran

Courriers électroniques : par l'intermédiaire de son site Internet :

<http://www.dadiran.ir/tabid/81/Default.aspx>

(dans le premier champ comportant une étoile, inscrivez votre prénom, dans le deuxième, votre nom de famille et, dans le troisième, votre adresse électronique ; collez votre appel dans le grand cadre)

Formule d'appel : *Your Excellency, / Monsieur me Ministre,*

Copies à :

Ministre de l'Intérieur :

Sadegh Mahsouli
Ministry of the Interior
Dr Fatemi Avenue
Tehran, République islamique d'Iran

Fax : +98 21 8 896 203

+98 21 8 899 547

+98 21 6 650 203

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Iran dans votre pays. Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

UN PROCHE D'UN CANDIDAT À L'ÉLECTION IRANIENNE EST DÉTENU

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Au cours des jours qui ont suivi l'annonce, le 13 juin 2009, de la victoire du président sortant Mahmoud Ahmadinejad à l'élection présidentielle, des centaines de milliers d'Iraniens ont pris part à des manifestations massives et généralement pacifiques dans tout le pays afin de contester l'issue du scrutin. Les autorités ont rapidement restreint les libertés d'expression, d'association et de réunion ; les télécommunications et l'accès à Internet ont été fréquemment interrompus. Elles ont interdit aux journaux iraniens de publier des informations sur les troubles affectant l'ensemble du territoire et les journalistes étrangers n'ont plus été autorisés à circuler dans la rue, leurs visas n'ont pas été renouvelés et certains ont même été expulsés d'Iran.

En réaction aux manifestations massives, les forces de sécurité, notamment les *bassidji* (miliciens volontaires), ont été envoyées sur le terrain et environ 4 000 personnes ont été arrêtées dans les trois ou quatre semaines qui ont suivi l'élection du 12 juin, parmi lesquelles des politiciens de premier plan proches des candidats à l'élection présidentielle Mir Hossein Moussavi et Mehdi Karroubi, ou de l'ancien président Khatami, qui soutenait la campagne de Mir Hossein Moussavi. Certains défenseurs des droits humains, ainsi que des journalistes, ont aussi été arrêtés. Ils n'ont pas pu consulter d'avocat mais ils ont reçu, pour la plupart, la visite de membres de leur famille.

Les forces de sécurité ont eu recours à une force excessive et fait usage d'armes létales : des centaines de personnes ont été blessées et, selon certaines informations, environ 40 seraient décédées à la suite des mauvais traitements infligés par les forces de sécurité, auxquels se sont souvent ajoutés les actes de tortures et les autres mauvais traitements sur les lieux de détention.

Les procès collectifs de centaines de personnes qui ont débuté le 4 août 2009 étaient totalement iniques. Des détenus ont été filmés en train de passer des « aveux » relatifs à des accusations formulées en termes imprécis au sujet de faits qui ne sont souvent pas des infractions pénales prévues par la loi. Certaines de ces séances d'« aveux » ont été diffusées à la télévision, souvent avant la tenue du procès, ce qui porte atteinte au droit de ne pas s'accuser soi-même. Des éléments de preuve obtenus sous la contrainte ont été acceptés par le tribunal, ce qui démontre que son indépendance est gravement restreinte. Certains accusés pourraient être condamnés à mort.

Des responsables iraniens ont confirmé les allégations de torture et d'autres mauvais traitements infligés aux personnes arrêtées à la suite des manifestations qui ont suivi l'élection. Ces violations se sont déroulées dans un centre de détention au moins, probablement celui de Kahrizak, à la périphérie de Téhéran. Le 29 juillet, le guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, en a ordonné la fermeture et le directeur de ce centre ainsi que trois gardiens auraient été démis de leurs fonctions, et peut-être arrêtés.

Amnesty International a recueilli des informations corroborant une déclaration de Mehdi Karroubi, l'un des quatre candidats à l'élection présidentielle. Celui-ci aurait en effet dénoncé les actes de torture, y compris les viols, infligés à des détenus – hommes et femmes – par des membres des forces de sécurité.

AU 220/09, MDE 13/089/2009, 24 août 2009

